



## Le pourquoi d'une publication si tardive...

Le ministère a attendu la veille des épreuves écrites du concours externe des PE (épreuves les 8 et 9 avril) pour communiquer les nouveaux chiffres des places offertes. Et pour cause, comme l'année dernière, le gouvernement a fait le choix de réduire le nombre de places aux concours et notamment dans l'académie d'Amiens, où l'on comptait 400 postes en 2018, contre 235 maintenant.

Ainsi pour cette session 2019, les chiffres sont consternants. Le ministère craignait sûrement une démoralisation et une démobilisation des personnes pour un concours qui peine déjà à recruter. 10 785 postes seront proposés soit 1055 places en moins. Cette baisse se porte essentiellement sur le concours externe (-888 postes).

L'évolution du nombre de poste est très variable d'une académie à l'autre. Certaines payent un lourd tribut comme par exemple Rennes qui perd près de la moitié de ses places (-110), Orléans-Tours, Montpellier (comme en 2018), Amiens et Aix-Marseille en perdent près de 40% (respectivement -170, -100, -170 et -200) et Lyon, Bordeaux et Besançon perdent 1/3 de leurs postes (respectivement -250, -130 et -55).

Il est à noter une forte augmentation des postes offerts pour les académies de Toulouse (+110 soit +44%) et Nantes (+137 soit +65%), qui avaient perdu en 2018 près de 50% de leurs postes. Créteil, Paris, Limoges et la Corse voient aussi leur nombre de postes augmenter (respectivement +65, +35 et +32).

Les moyens attribués par académie ne se font donc pas en fonction des besoins de celle-ci! Des académies comme Amiens et Aix-Marseille voient leurs dotations chuter de près de moitié quand dans le même temps l'échec scolaire n'a jamais été aussi présent, et où la part des non-diplômés parmi les 15-24 ans dans ces académies est le plus nettement en-dessous de la moyenne.

Cette nouvelle baisse du nombre de postes proposés au concours est un signal alarmant face à une crise de recrutement qui ne cesse de s'aggraver.

En effet, si le nombre d'inscrits au concours externe augmente globalement de 4% (+3000 inscrit-es par rapport à 2018), il baisse dans les académies de Créteil, Guadeloupe, Guyane, La Réunion et Paris ainsi qu'à Montpellier, Nantes, Nice et Toulouse où le nombre de postes offerts au concours 2018 avait drastiquement diminué par rapport à 2017.

Il est donc à craindre que cette baisse pour l'attractivité du métier ne s'intensifie. Le recours alors aux contractuels et aux salariés précaires se généralisera et sera même "justifié" par ce manque de recrues!

Pour Sud Education, cette école au rabais, avec des personnels mal ou non formés et mal ou non payés à la hauteur de leurs missions est inacceptable.

SUD Education dénonce cette école de la confiance qui selon la loi Blanquer met en place des mesures rétrogrades et libérales, favorisant la territorialisation de l'enseignement, et appelle tous les personnels de l'éducation à amplifier les mobilisations pour faire valoir une école égalitaire et émancipatrice pour tout-e-s.

## L'achat d'un rêve : Une « Providentielle » ascension

La relation sulfureuse de notre bien aimé président Emmanuel Macron avec une ancienne professeure de français a mis sous le feu des projecteurs un établissement privé sous contrat : la Providence. Fort d'un effectif de 2047 élèves plus ou moins triés sur le volet, le tout selon un panel de cursus courant de la maternelle au lycée général en passant par la voie professionnelle, l'institution jésuite prétend garantir une certaine excellence, mise en avant au travers d'impressionnants résultats chiffrés : 96 % de réussite au bac en 2018... Mais comment parviennent-ils à ces résultats ? Comment le privé fait-il pour réussir là où le public échoue ? Cette petite excursion au cœur de « l'enseignement libre » a pour but de faire ressortir des dynamiques économiques et sociales violentes depuis un point de vue interne : celui d'une « maître auxiliaire » d'histoire géographie.

### **De la reproduction sociale au lumpenproletariat.**

Lors de mon entretien d'embauche avec le « coordinateur » de l'établissement (1), il m'a été répété avec chaleur que « 30 % de nos effectifs sont boursiers ». Seule l'envie de « réussir » de chaque élève dicterait son intégration dans une école dont le maître mot est la « bienveillance ». Dans les faits, la diversité sociale est sévèrement contrôlée, puis progressivement évincée au fil des années d'études. Chaque élève est en effet « recruté » (2) selon son dossier scolaire après un entretien d'embauche. La Providence est en quête de petits génies, sportifs ou intellectuels. Les diagnostiqués « Haut Quotient Intellectuel » font ainsi l'objet d'un véritable culte, et les sportifs de haut niveau, pourront faire valoir leurs performances sur le terrain pour négocier des passages au niveau supérieur. Toutefois, si les premiers sont dans la très grande majorité des cas issus de milieux aisés ayant les moyens de leur faire passer des tests onéreux, les seconds ont la particularité d'appartenir à des classes sociales parfois plus modestes, mais qui ont en commun une croyance indéboulonnable en la méritocratie. Peu catholiques, mais fermement accrochées aux valeurs du travail et de la réussite, elles espèrent que leurs enfants parachèvent l'ascension sociale qu'elles ont entamé. La carrière sociologique de ces parents d'élève est similaire à celle de nombreux professeurs : issus de milieux populaires mais réactionnaires(3), ils sont attachés à une organisation patriarcale de la société emprunte de références chrétiennes, en particulier dans le cercle familial, entérinant par là même la reproduction sociale des élites.

### **Le miroir de « l'école de demain » (J-M Blanquer) ?**

Ces élites sont le socle social de la Providence. Par leur contribution financière, elles contribuent à assurer sa santé économique, par leur présence, à la garantie des résultats fondant la renommée de l'institution. Toutefois, le péril de la plèbe (la vraie, celle dont le talent sur le terrain de football ne rattrape pas la dyslexie-dyscalculie sévère) vient frapper à la porte du privé, en menaçant cette belle harmonie. D'où la sévère sélection à l'entrée. Les suppressions de 32 782 postes d'enseignants entre 2000 et 2010, la semi-privatisation des universités les engageant à rentabiliser les heures d'enseignements, les manques de moyens dus aux multiples coupes budgétaires... La casse du service public rend le poids du privé de plus en plus prégnant. Or, celui-ci se permet, face à une demande de plus en plus forte, d'avoir recours à des méthodes d'évaluation et de sélection par les résultats qui ne sont pas sans rappeler le monde de l'entreprise. « On ne saurait comprendre la société sans en aborder ses sommets », écrivaient Monique et Michel Pinçon-Charlot. Quand on sait que l'élite éducative est souvent représentée par l'enseignement privé, il ne paraît pas insensé de se demander dans quel mesure elle se fait le modèle et le miroir du public, et à quel prix ?

1. Il n'y a jamais de directeur à la Providence, qui suit en cela le droites lignes du management à l'horizontal'.

2. Il s'agit du terme employé.

3. E., professeure de sciences économiques et sociale, me contait ainsi que ses grands parents, ouvriers en usine à l'est de la région parisienne, faisaient partie des rares à refuser de se mettre en grève pendant mai 1968.

## **Droits d'inscription dans les établissements publics d'enseignement supérieur des étranger-ère-s : un scandale xénophobe**

Malgré un vote contre à une écrasante majorité au CNESER, Le gouvernement a fait paraître l'arrêté permettant l'augmentation des droits d'inscription des étudiant-e-s étranger-ère-s hors Union Européenne dès la prochaine rentrée universitaire. Pour les étudiant-e-s concerné-e-s, les frais d'inscription passent :

- de **170€ par an à 2770€ par an en licence,**
- de **243€ par an à 3770€ par an en master.**
- **Obtenir une licence coûtera 8 310€ au lieu de 510€ (16,3 fois plus) et un master 15 850€ au lieu de 996€ (15,9 fois plus) à un-e étudiant-e ne venant pas de l'Union Européenne.**

De l'immigration choisie à la préférence nationale : « bienvenue en France » !

Sous l'intitulé abject « Bienvenue en France », le gouvernement opte ainsi pour l'immigration choisie. Il est clair que ces frais d'inscription colossaux seront une barrière infranchissable pour un grand nombre d'étudiant-e-s étranger-ère-s. Quelle que soit l'origine des étudiant-e-s et le lieu de résidence de leurs parents, l'enseignement supérieur doit être ouvert et gratuit pour toutes et tous.

Cette mesure xénophobe et raciste est le prélude à une augmentation massive et généralisée des frais d'inscription et la fin du service public de l'enseignement supérieur accessible au plus grand nombre. D'ailleurs, alors que le montant des droits d'inscription était fixe jusqu'à présent, l'article 2 prévoit d'ores et déjà leur indexation sur l'indice des prix à la consommation à partir de la rentrée 2020-2021.

Ces choix sont en parfaite adéquation avec les réformes menées par le gouvernement qui mettent en œuvre, de la maternelle à l'université, une école du tri social, de la sélection et des inégalités territoriales : Parcoursup, réforme du lycée professionnel, démantèlement de l'orientation, réforme du lycée général et technologique, réforme du bac.

Cette hausse des frais d'inscription s'ajoute à une surenchère nationaliste et réactionnaire illustrée notamment par l'affichage de reproductions de drapeaux tricolores dans toutes les salles de classe.

SUD éducation revendique une université publique, gratuite, laïque et émancipatrice pour toutes et tous ! L'accès au savoir et à la connaissance n'est pas une marchandise, l'Université n'est pas une entreprise.

## Nous contacter

Sud Éducation, 3-5 rue Jean Godris,  
80000 AMIENS  
Mail : [somme@sudeducation.org](mailto:somme@sudeducation.org)  
[www.sudeducation-somme.org](http://www.sudeducation-somme.org)  
Facebook : SUD Éducation Somme - 80  
Portable : 06 07 05 76 67  
Permanence le jeudi de 14h à 17h,  
3-5 rue Godris (centre ville) Amiens

Bulletin bimestriel du syndicat Sud-Éducation 80 imprimé au siège du syndicat. **CPPAP 0920 S 07511** Dépôt légal Amiens centre de tri. – Directeur de publication : Bertrand Hansart. Dispensé de timbrage. Prix au numéro : 1,5€. Abonnement : 10 €/an. **ISSN 2430-1655**

**éducation**  
**Sud80**

EXPRESSION DE SUD EDUCATION SOMME  
3-5 RUE JEAN GODRIS,  
80000 AMIENS

AMIENS PPDC

**P7**

LA POSTE  
DISPENSE DE TIMBRAGE

Déposé le : 26/04/2019

A distribuer avant le : 07/05/2019

## **Contre la loi Blanquer et les réformes qui attaquent l'école publique et les personnels : amplifions la mobilisation pour gagner !**

Pour l'abrogation du projet de loi Blanquer, pour la justice sociale et l'amélioration de nos conditions de vie et de travail, l'augmentation des salaires SUD éducation soutient les décisions des Assemblées Générales et appelle à intensifier la mobilisation : c'est toutes et tous ensemble que l'on va gagner. Le mouvement doit gagner en extension, se renforcer et se durcir. Il s'agit de renverser la vapeur, pour une autre école et une autre société... de justice sociale, de coopération et d'égalité plutôt que de compétition, de hiérarchie et de tri social.

SUD éducation appelle à :

- la constitution d'assemblées locales regroupant les personnels et les parents d'élèves des écoles, établissements scolaires pour se coordonner, premier et second degré, organiser des actions en commun afin de construire la grève générale ;
- la constitution d'une coordination nationale ;
- mettre en débat la grève et sa reconduction sur nos lieux de travail, dans toutes les écoles et les établissements, les AG locales ;
- construire d'ores et déjà la grève des examens ;
- avec les Gilets Jaunes, à continuer de lutter pour le partage des richesses, la transition écologique et la transformation sociale.

Tous dans la rue le 1er Mai à Amiens et dans les différents rassemblements du département et tous en grève le 9 pour manifester notre volonté de conserver un service public !